

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

SIXIÈME SESSION

Documents officiels

SIXIÈME COMMISSION, 302^e

SEANCE

Lundi 28 janvier 1952, à 15 h. 30

Palais de Chaillot, Paris

SOMMAIRE

	Page
Application de l'Accord relatif au Siège en ce qui concerne les représentants d'organisations non gouvernementales (A/1926) [suite]	313

Président : M. Manfred LACHS (Pologne).

Application de l'Accord relatif au Siège en ce qui concerne les représentants d'organisations non gouvernementales (A/1926) [suite]

[Point 59*]

1. M. KOVALENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) rappelle que c'est à la suite de la résolution 413 C (XIII) du Conseil économique et social que l'Assemblée générale a été invitée à examiner la question de l'application de l'Accord relatif au Siège en ce qui concerne les représentants d'organisations non gouvernementales. La délégation de la RSS d'Ukraine désire tout d'abord souligner le caractère assez surprenant de l'invitation ainsi adressée par le Conseil économique et social à l'Assemblée générale, alors que l'Organisation des Nations Unies existe depuis sept ans déjà et que l'Article 71 de la Charte stipule expressément que le Conseil économique et social peut prendre toutes dispositions utiles pour consulter les organisations non gouvernementales qui s'occupent de questions relevant de sa compétence. Au cours de ces sept années, les organisations non gouvernementales, conformément à l'Article 71 de la Charte et aux décisions spéciales de différents organes des Nations Unies, du Conseil économique et social notamment, en vertu desquelles certaines organisations ont été dotées du statut consultatif, ont été consultées sur les questions relevant de la compétence du Conseil économique et social. Cette pratique trouve son reflet dans une série de décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social. Ainsi, pendant sept ans, la question de la présence des représentants des organisations non gouvernementales aux séances publiques de l'Assemblée générale et de ses Commissions n'a jamais été mise en doute, ce qui est conforme aux arguments juridiques qui viennent d'être avancés.

2. Si la question se pose actuellement, c'est parce qu'en 1950, le Gouvernement des Etats-Unis a grossièrement violé le droit d'un représentant d'une organisation non gouvernementale d'assister aux séances de l'Assemblée générale. Il s'agissait de M. Fischer, représentant de la Fédération syndicale mondiale, qui s'était rendu à New-York le 19 septembre 1950 pour assister en qualité d'observateur à la cinquième session de l'Assemblée générale.

Bien que muni d'un visa conformément aux règlements en vigueur aux Etats-Unis d'Amérique, il a été irrégulièrement détenu pendant trois jours par les autorités américaines; il ne lui a pas été permis de prendre contact avec l'Organisation des Nations Unies ni avec la Fédération syndicale mondiale. Il a été interrogé sur ses convictions politiques et invité à retirer la demande relative à un visa qu'il avait déjà obtenu. Enfin, le 22 septembre 1950, il a été expulsé. Cet acte du Gouvernement des Etats-Unis constitue une violation de l'Accord relatif au Siège, conclu le 26 juin 1947 entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique. On sait en effet que l'Article IV, section 11, de cet accord, précise que les autorités fédérales d'Etat ou locales des Etats-Unis ne mettront aucun obstacle au transit des représentants d'organisations non gouvernementales admises par l'Organisation des Nations Unies au statut d'organes consultatifs conformément à l'Article 71 de la Charte. Cet acte arbitraire a soulevé de vives protestations et le Gouvernement des Etats-Unis a cherché en vain à le justifier.

3. Les représentants du Gouvernement des Etats-Unis ont affirmé que le droit des représentants d'organisations non gouvernementales d'assister aux séances de l'Assemblée générale et de ses Commissions n'avait pas été formulé de façon précise jusqu'ici. Telle fut, avec certaines variations de détail, la thèse du Gouvernement des Etats-Unis. Il est indiscutable que cette thèse est dénuée de tout fondement juridique et qu'elle constitue seulement une tentative pour justifier, après coup, l'arbitraire policier des autorités américaines dont M. Fischer a été victime. Mais il est impossible de justifier cet acte arbitraire qui constitue une violation des droits de l'homme les plus sacrés et qui a été commis contre le représentant de millions d'ouvriers de tous les pays. Les arguments pseudo-juridiques qui ont été invoqués ne résistent pas à l'examen; ils sont contraires à la Charte et aux dispositions de l'Accord relatif au Siège.

4. Les représentants des Etats-Unis ont affirmé que l'autorisation d'entrer aux Etats-Unis ne peut être accordée aux représentants des organisations non gouvernementales qu'à la suite d'une invitation formulée par l'Assemblée générale. L'avis juridique donné par le Secrétaire général sur cette question¹ rappelle cependant que la réso-

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

¹ Voir les Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, reprise de la onzième session, Annexes, document E/L.123.

lution 288 (X) du Conseil économique et social prévoit que les représentants des organisations non gouvernementales pourront entrer aux Etats-Unis sur l'initiative des organisations intéressées, afin d'assister aux réunions. Cette décision du Conseil économique et social est parfaitement justifiée et conforme à l'Article 71 de la Charte, ainsi qu'aux autres décisions du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale par lesquelles l'Organisation des Nations Unies a déterminé le sens de la « consultation » dont il est question dans l'Article 71 de la Charte. Il ressort également de l'avis juridique donné par le Secrétaire général que l'attitude du gouvernement des Etats-Unis est contraire à l'article IV de l'Accord relatif au Siège.

5. Sous la pression des Etats-Unis, le Conseil économique et social à sa treizième session, au lieu de stigmatiser la violation de cet accord, a adopté la résolution 413 C (XIII) invitant l'Assemblée générale à décider dans quelles conditions les représentants d'organisations non gouvernementales peuvent assister aux débats de l'Assemblée générale et de ses Commissions. Le Conseil économique et social n'a pu toutefois passer sous silence le fait que, pour atteindre les buts pour lesquels le statut consultatif a été créé, il importe que les représentants d'organisations non gouvernementales puissent suivre les débats de l'Assemblée générale, ainsi qu'il ressort du troisième considérant de la résolution 413 C (XIII). Priver ces représentants de ce droit serait les priver du droit que possède tout individu d'assister aux séances publiques de l'Assemblée générale et de ses Commissions. Il est inutile que ce droit fasse l'objet d'une décision spéciale puisqu'il découle de l'Article 71 et de nombreuses décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et qu'il est conforme à la pratique suivie jusqu'ici.

6. M. KOVALENKO ne peut donc appuyer le dispositif du projet de résolution commun présenté par la France et l'Iran (A/C.6/L.227) qui subordonne la présence des représentants d'organisations non gouvernementales aux séances publiques de l'Assemblée générale à une décision du Conseil économique et social ou de son Comité chargé des organisations non gouvernementales, admettant ainsi implicitement que des décisions négatives pourraient être prises. L'Assemblée générale doit seulement prendre des mesures pour garantir l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales contre de nouvelles violations de l'Accord relatif au Siège par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

7. Pour toutes ces raisons, M. KOVALENKO votera pour l'amendement de la Pologne (A/C.6/L.229) au projet de résolution commun.

8. M. TARAZI (Syrie) estime que le projet de résolution commun et l'amendement de la Pologne sont tous deux intéressants puisqu'ils proposent une solution à des difficultés qui se sont produites dans le passé et qui pourraient se présenter à nouveau. Le représentant de la Syrie pense qu'il serait bon de remplacer les mots « à ses propres objets » qui figurent à la fin du projet de résolution commun, par les mots « à ses buts ». Il importe en effet de préciser que les organisations non gouvernementales visées par ce projet de résolution sont celles qui tendent à réaliser les fins prévues à l'Article 1 de la Charte. M. Tarazi appuie le paragraphe 2 de l'amendement de la Pologne. Si cet amendement n'est pas adopté, M. Tarazi demandera aux représentants de la France et de l'Iran d'accepter la modification qu'il vient de suggérer.

9. M. DUPUY (France) pense qu'il ne faut pas revenir sur le passé, mais préparer l'avenir. Il est d'accord avec les représentants de la Pologne et de la RSS d'Ukraine pour considérer qu'il faut, dans toute la mesure du possible, éviter le retour des incidents qui se sont produits. Mais il ne partage pas entièrement l'avis du représentant de la Pologne en ce qui concerne l'interprétation de l'Article 71 de la Charte, avis d'après lequel le Conseil économique et social aurait le devoir et le pouvoir d'organiser le régime consultatif des organisations non gouvernementales, non seulement en ce qui concerne le Conseil économique et social, mais en ce qui concerne tous les organes des Nations Unies. Cette interprétation est en effet trop large puisque, du point de vue strictement juridique, l'Article 71 de la Charte n'impose au Conseil économique et social aucune obligation en ce qui concerne les autres organes des Nations Unies et notamment en ce qui concerne l'Assemblée générale. Il convient cependant de donner à l'Article 71 un sens suffisamment large pour que le régime de consultation puisse trouver sa pleine application dans l'avenir. Il serait en effet contraire à la logique, au bon sens et même à l'esprit de la Charte de limiter l'intérêt des organisations non gouvernementales aux seuls travaux du Conseil économique et social. Beaucoup de questions étudiées par le Conseil sont reprises par l'Assemblée générale et il est donc logique que des organisations non gouvernementales puissent suivre à l'Assemblée générale les questions qu'elles ont suivies au Conseil économique et social.

10. Le projet de résolution commun a pour but d'établir une procédure qui assurera la présence des représentants des organisations non gouvernementales à l'Assemblée générale et qui sera conforme à la lettre et à l'esprit de la Charte, ainsi qu'aux dispositions de l'Accord relatif au Siège. Le premier considérant du projet de résolution commun a pour but de poser ce principe, car il n'appartient pas à la Commission de remettre en cause les dispositions de l'Accord relatif au Siège. Il convient d'attendre et de voir comment fonctionnera la procédure prévue. La délégation française ne peut donc accepter l'amendement de la Pologne; il ne faut pas en effet, pour éviter certaines difficultés, courir le risque de créer des difficultés plus nombreuses; d'autre part, cet amendement se borne à exprimer un vœu alors que la résolution du Conseil économique et social demande à l'Assemblée générale de fixer la procédure à suivre en ce qui concerne cette question. C'est ce que fait le projet de résolution commun, en demandant au Conseil économique et social de donner, à chaque session de l'Assemblée générale, la liste des organisations non gouvernementales qui peuvent être intéressées par les questions inscrites à l'ordre du jour. Cette façon de procéder semble logique car le Conseil économique et social et son Comité chargé des organisations non gouvernementales sont en mesure d'apprécier si le désir de ces organisations non gouvernementales d'assister aux séances est légitime.

11. Il ne faut pas, d'autre part, perdre de vue deux faits importants. Tout d'abord, le nombre des organisations non gouvernementales en relation avec les divers départements du Secrétariat est de l'ordre de 1.500; 214 de ces organisations sont dotées du statut consultatif. D'autre part, le Secrétariat a agi de façon très sage en donnant aux organisations non gouvernementales la possibilité de suivre les travaux de l'Assemblée générale. C'est ainsi qu'à la sixième session de l'Assemblée générale, 350 organisations non gouvernementales environ ont été autorisées à suivre les débats.

12. On a fait observer que le dernier membre de phrase du projet de résolution commun pouvait avoir un sens restrictif que les auteurs du projet n'ont pas voulu lui donner. C'est pourquoi, d'accord avec le représentant de l'Iran, le représentant de la France serait prêt à accepter l'amendement du représentant de la Syrie. Il préférerait même aller plus loin et remplacer les mots « et à l'étude desquels l'organisation aura apporté une contribution conforme à ses propres objets » par les mots « et de l'organisation intéressée ».

13. M. PETRZELKA (Tchécoslovaquie) rappelle les termes de la résolution 413 C (XIII) du Conseil économique et social et constate que, quelle que soit la portée de cette résolution, le Conseil ne peut ignorer les dispositions de la Charte, notamment les Articles 62 et 71, qui précisent l'étendue des droits dont bénéficient les représentants d'organisations non gouvernementales. C'est pourquoi, par sa résolution 288 (X), le Conseil a dû préciser que toutes les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif doivent avoir la possibilité de consulter le département compétent du Secrétariat et peuvent utiliser les documents de la bibliothèque et du service de presse, que le Conseil économique et social soit ou non en session.

14. M. Petrzelka rappelle que la question en discussion a été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale à la suite du refus du Gouvernement des Etats-Unis d'admettre sur son territoire le représentant de la Fédération syndicale mondiale qui désirait suivre les travaux de la cinquième session de l'Assemblée générale. Il s'agit donc de l'interprétation des sections 11 et 13 de l'article IV de l'Accord relatif au Siège. M. Petrzelka rappelle que l'article IX, section 27, prévoit que l'Accord sera interprété à la lumière de son but fondamental qui est de permettre à l'Organisation des Nations Unies d'exercer pleinement et de façon efficace ses fonctions et d'atteindre ses buts, au siège de son activité. Il cite également la section 26 du même article. Dans sa résolution 288 (X), le Conseil économique et social a réglementé l'entrée des représentants d'organisations non gouvernementales sur le territoire du siège de l'Organisation des Nations Unies sans lier cette question à celle des sessions du Conseil. Ces représentants bénéficient donc du droit d'entrée chaque fois que le Conseil économique et social le juge utile et chaque fois également que l'organisation non gouvernementale intéressée l'estime nécessaire, ce qui est conforme à la résolution 169 (II) de l'Assemblée générale.

15. M. Petrzelka rappelle ensuite les dispositions de l'article IV, section 13, de l'Accord qui prévoient que les dispositions législatives et réglementaires sur l'entrée des étrangers, en vigueur aux Etats-Unis, ne pourront être appliquées de manière à porter atteinte aux privilèges prévus à la section 11. Le fait que l'Assemblée générale est en session ne peut donc constituer un obstacle aux droits des représentants des organisations non gouvernementales, de telle sorte qu'il ne peut exister de différence de traitement en ce qui concerne une organisation non gouvernementale ayant son siège aux Etats-Unis ou ayant un représentant permanent dans ce pays et les autres organisations non gouvernementales.

16. D'autre part, les séances de l'Assemblée générale et de ses Commissions sont publiques, conformément à l'article 62 du règlement intérieur de l'Assemblée générale. Rien ne s'oppose donc à ce que le représentant d'une organisation non gouvernementale assiste en spectateur à ces séances. Il appartient à l'organe compétent unique-

ment et non au Gouvernement des Etats-Unis de décider de la participation de ce représentant aux débats. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter la résolution 413 C (XIII) du Conseil.

17. Il est important que les représentants d'organisations non gouvernementales puissent assister aux séances de l'Assemblée générale tant parce que les questions ayant trait au régime consultatif de ces organisations sont étudiées au cours de ces séances que parce que des questions qui les intéressent peuvent y être débattues.

18. Le représentant de la Tchécoslovaquie souligne que le Gouvernement des Etats-Unis ne doit donc pas, en violation de l'Accord relatif au Siège, limiter le droit des représentants d'organisations non gouvernementales de pénétrer sur le territoire du siège de l'Organisation des Nations Unies. Lorsque ce gouvernement a empêché le représentant de la Fédération syndicale mondiale d'assister à la cinquième session de l'Assemblée générale, il s'est arrogé un droit qui appartient exclusivement à l'organe compétent des Nations Unies.

19. La Fédération syndicale mondiale est née de la lutte des peuples contre le nazisme et le fascisme; elle groupe aujourd'hui plus de 80 millions de salariés et constitue un des organes fondamentaux de la lutte pour la paix. Son activité tout entière se déroule dans le cadre des principes de la Charte. Le représentant de la Tchécoslovaquie rappelle divers travaux de la Fédération syndicale mondiale portant notamment sur la suppression du chômage, le développement de l'économie mondiale, la protection des droits syndicaux et la mise en œuvre efficace de la réforme agraire. Sa collaboration est donc précieuse. Les membres de la Commission ne doivent pas admettre que la participation de cette Fédération aux travaux de l'Organisation des Nations Unies fasse l'objet d'une persécution politique inadmissible.

20. M. Petrzelka cite d'autres exemples prouvant que le cas du représentant de la Fédération syndicale mondiale n'est pas isolé. L'Organisation des Nations Unies doit rester une organisation de caractère universel qui doit faire participer à ses travaux toute organisation non gouvernementale dont la collaboration peut être féconde, sans égard au fait que ses activités soient ou non approuvées par le Gouvernement des Etats-Unis.

21. Le représentant de la Tchécoslovaquie votera pour l'amendement de la Pologne (A/C.6/L.229) qui est de nature à empêcher les autorités des Etats-Unis de gêner de façon inadmissible les travaux de l'Organisation des Nations Unies.

22. M. MAJID ABBAS (Irak) pense qu'il faut rechercher une solution qui puisse être acceptée par le plus grand nombre possible de délégations. Il est prêt à voter pour le projet de résolution commun et il accepte également le paragraphe 2 de l'amendement de la Pologne. Il propose que ce paragraphe soit ajouté et non substitué au dispositif du projet de résolution commun, de façon à renforcer les garanties données aux organisations non gouvernementales.

23. Il ne peut appuyer, par contre, le paragraphe 1 de l'amendement de la Pologne. Si le représentant de la Pologne ne peut accepter de supprimer ce paragraphe, M. Majid Abbas demandera que les deux paragraphes de l'amendement soient mis aux voix séparément.

24. M. BORATYNSKI (Pologne) répond aux représentants des Etats-Unis et de la France. Il est exact que les organisations non gouvernementales, qu'elles soient

nationales ou internationales, doivent avoir reçu le statut consultatif pour collaborer avec l'Organisation des Nations Unies. La participation aux séances de l'Assemblée générale est indispensable pour assurer cette collaboration conformément à la Charte; c'est donc dans ce sens qu'il faut interpréter l'Accord relatif au Siège. La seule condition est donc l'octroi du statut consultatif par le Conseil économique et social; il est surprenant, dans ces conditions, d'exiger une deuxième condition, comme le fait le représentant des Etats-Unis, à savoir l'invitation expresse adressée par un organe des Nations Unies.

25. M. Boratynski est surpris également des doutes émis par le représentant de la France sur la compétence du Conseil économique et social pour réglementer les fonctions des organisations non gouvernementales et leur droit d'assister aux séances de l'Assemblée générale et de ses Commissions. Il n'existe aucune disposition, ni dans la Charte, ni dans l'Accord relatif au Siège, qui puisse justifier la thèse du représentant des Etats-Unis et celle du représentant de la France. Au contraire, le libre accès de ces représentants au siège de l'Organisation des Nations Unies est garanti par toutes les décisions prises sur ce point. Il n'est pas nécessaire pour cela d'une décision particulière ni d'une invitation précise. L'octroi du statut consultatif constitue une invitation permanente qui donne aux représentants de ces organisations le droit d'obtenir un visa d'entrée aux Etats-Unis chaque fois que l'organisation non gouvernementale estime que la présence de ses représentants aux séances de l'Assemblée générale est nécessaire. M. Boratynski est certain que, si les Etats-Unis appliquent à la lettre l'Accord relatif au Siège, cette question sera réglée de façon satisfaisante.

26. M. DUPUY (France), répondant au représentant de la Pologne, affirme que, conformément à l'Article 71 de la Charte, le Conseil économique et social peut prendre, en ce qui le concerne, toutes dispositions utiles pour consulter les organisations non gouvernementales, mais non en ce qui concerne les autres organes de l'Assemblée générale.

27. Revenant sur la proposition du représentant de l'Irak, M. Dupuy se déclare prêt à accepter l'amendement proposé, à condition qu'il soit précisé dans le paragraphe 2 de l'amendement de la Pologne qu'il s'agit des organisations non gouvernementales visées dans le projet de résolution commun, en disant « ... les représentants de ces organisations non gouvernementales... ». M. Dupuy pense d'autre part qu'il faudrait préciser ce qu'on entend par le mot « faciliter ». Sous réserve de ces deux précisions, la délégation de la France pourra accepter, si la délégation de l'Iran est également de cet avis, la proposition du représentant de l'Irak.

28. M. FITZMAURICE (Royaume-Uni) estime qu'il est quelque peu décourageant d'entendre les critiques adressées par les pays du groupe soviétique lorsqu'on pense aux difficultés que les représentants des organisations non gouvernementales rencontreraient pour pénétrer sur les territoires de ces pays. Le représentant du Royaume-Uni n'avait pas l'intention de prendre la parole, mais il semblerait que seuls les représentants des pays soviétiques s'intéressent à cette question à laquelle pourtant le Royaume-Uni attache une importance tout aussi grande.

29. M. Fitzmaurice ne pense pas que la Commission devrait examiner à fond l'affaire qui est à l'origine de

cette question puisqu'elle a été réglée de façon satisfaisante. Il n'a pas l'intention d'interpréter l'Article 71 de la Charte ni les différents articles de l'Accord relatif au Siège. La situation est simple en effet et serait réglée de façon satisfaisante pour l'avenir si la Commission adoptait le projet de résolution commun. Les Etats-Unis sont prêts, semble-t-il, à admettre les représentants des organisations non gouvernementales s'ils sont dûment accrédités par leur organisation et par le Conseil économique et social. Leur situation est donc la même que celle des membres des délégations nationales auprès de l'Organisation des Nations Unies.

30. Le représentant de la RSS d'Ukraine a dit que toute personne a le droit d'assister aux séances de l'Assemblée générale et de ses Commissions. Cela est exact, mais à la condition toutefois que ladite personne se trouve dans le pays où se tient la session de l'Assemblée générale. M. Fitzmaurice pense que le dispositif du projet de résolution commun apporte une solution excellente à la question. Le représentant de l'Irak propose d'ajouter le paragraphe 2 de l'amendement de la Pologne au dispositif du projet de résolution commun. M. Fitzmaurice, sans critiquer ce paragraphe, pense toutefois qu'il est superflu; le mot « faciliter » n'est pas suffisamment précis et pourrait être interprété de façon trop large. M. Fitzmaurice votera donc contre cet amendement et pour le projet de résolution commun sous sa forme actuelle.

31. M. BERNSTEIN (Chili) déclare que l'affirmation du représentant de la RSS d'Ukraine, selon laquelle le Conseil économique et social aurait adopté la résolution 413 C (XIII) sous la pression des Etats-Unis, est dénuée de fondement, étant donné que, lors du vote sur le projet de résolution présenté par la France et le Chili, c'est-à-dire lors du vote par lequel le Conseil a adopté cette résolution, la délégation des Etats-Unis s'est abstenue.

32. D'autre part, M. Bernstein ne croit pas que l'on puisse reprocher au Conseil économique et social d'avoir renvoyé la question à l'Assemblée générale, esquivant ainsi en quelque sorte la responsabilité qui lui incombait, au lieu de prendre lui-même une décision en la matière. En effet, la question qui se pose est celle de la représentation des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif aux débats de l'Assemblée générale et de ses Commissions, et il est évident que l'Assemblée générale n'aurait pas été liée par une décision du Conseil dans ce domaine. L'attitude adoptée par le Conseil économique et social, pour les raisons qui sont d'ailleurs exposées au deuxième considérant de la résolution 413 C (XIII), est donc parfaitement justifiée. Au reste, le Conseil n'a nullement esquivé ses responsabilités, puisqu'il a nettement fait connaître son point de vue aux deuxième et troisième considérants de ladite résolution, rappelant le paragraphe 40 f de sa résolution 288 (X) et précisant qu'à son avis il importe que les organisations non gouvernementales puissent suivre les débats de l'Assemblée générale et de ses Commissions concernant les questions dont elles ont à connaître.

33. Parlant du projet de résolution commun, M. Bernstein précise qu'il aurait préféré voir l'Assemblée reprendre à son compte la résolution 413 C (XIII), au lieu de se borner à en prendre acte. Toutefois, il se contentera des mots « Prenant acte », considérant que l'Assemblée approuve ainsi tacitement les termes de cette résolution.

34. En outre, M. Bernstein estime que, dans le dispositif du projet de résolution commun, le dernier membre

de phrase commençant par les mots « et à l'étude desquels l'Organisation... » devrait être supprimé ; les mots « et de l'organisation intéressée », que le représentant de la France propose de substituer à ce membre de phrase, présentent, eux aussi, un caractère superflu ; il est clair, en effet, que le Conseil économique et social ou son Comité chargé des organisations non gouvernementales, qui seront chargés d'inviter ces organisations à envoyer leurs représentants aux séances de l'Assemblée générale et de ses Commissions, connaissent parfaitement la question et n'ont pas besoin de cette précision qui, par ailleurs, peut prêter à confusion.

35. Enfin, M. Bernstein désire poser deux questions aux auteurs du projet de résolution commun. En premier lieu, faut-il conclure des mots « au représentant » figurant au dispositif, que chaque organisation non gouvernementale ne sera autorisée à envoyer qu'un seul représentant, ce qui semble tout à fait insuffisant dans le cas d'organisations importantes, telles que la Fédération syndicale mondiale ou la Confédération internationale des syndicats libres ? En second lieu, M. Bernstein demande si le Comité chargé des organisations non gouvernementales a effectivement le pouvoir de demander au Secrétaire général de prendre les dispositions permettant au représentant de telle ou telle organisation non gouvernementale d'assister aux séances publiques de l'Assemblée générale.

36. M. MAJID ABBAS (Irak) remercie le représentant de la France de la bonne volonté avec laquelle il s'est montré prêt à accepter sa suggestion. Il précise que, dans son esprit, les organisations non gouvernementales dont il est question au paragraphe 2 de l'amendement de la Pologne sont évidemment celles qui sont qualifiées pour faire l'objet de telles mesures, c'est-à-dire celles que vise le dispositif du projet de résolution commun. Si le paragraphe 2 de l'amendement de la Pologne est ajouté au projet de résolution commun, comme il a été proposé, il va de soi que le projet de résolution définitif formera un tout et que le dernier paragraphe du dispositif ne pourra faire l'objet d'une interprétation allant à l'encontre du premier paragraphe de ce dispositif ; dans ces conditions, il semble que la précision suggérée par le représentant de la France représente peu d'utilité. En outre, M. Majid Abbas signale que, dans l'esprit de la délégation de l'Irak, l'addition du paragraphe en question aurait pour but d'assurer que les représentants d'une organisation invitée à suivre les débats de l'Assemblée générale, du fait qu'elle remplit les conditions spécifiées, ne rencontreront pas de difficultés dans l'accomplissement de leur mission.

37. Répondant à l'observation du représentant du Royaume-Uni selon laquelle le paragraphe 2 de l'amendement de la Pologne n'ajouterait rien au dispositif du projet de résolution commun, M. Majid Abbas fait observer que ce dernier « autorise » le Secrétaire général à prendre des dispositions, alors que le paragraphe 2 de l'amendement de la Pologne « prie » le Secrétaire général de continuer à faciliter le transit des représentants d'organisations non gouvernementales ; il ne fait aucun doute qu'il y a, entre ces deux mots, une sensible différence. De plus, le paragraphe 2 de l'amendement de la Pologne demande au Secrétaire général, non pas seulement de « prendre... les dispositions... », mais de « continuer à faciliter le transit » des représentants, autrement dit de faire droit aux requêtes que ceux-ci pourraient éventuellement lui adresser, au cas où, après que les dispositions nécessaires auraient été prises, ils continueraient à rencontrer des difficultés.

38. M. BORATYNSKI (Pologne) précise tout d'abord que l'amendement présenté par sa délégation ne doit pas être considéré comme un tout, mais bien comme comportant deux parties distinctes.

39. En vue de dissiper les craintes exprimées par le représentant de la France, M. Boratynski ne voit aucune objection à ce qu'il soit précisé, au paragraphe 2 de l'amendement présenté par sa délégation, qu'il s'agit des représentants d'organisations non gouvernementales jouissant du statut consultatif.

40. Enfin, M. Boratynski signale, en réponse au représentant du Royaume-Uni, qu'il est aisé de comprendre la signification exacte de l'expression « faciliter le transit » ; chacun sait que les difficultés rencontrées par les représentants d'organisations non gouvernementales n'ont jamais été liées aux questions de transport ou de voyage, mais bien à l'obtention du visa d'entrée aux Etats-Unis, et il ne semble pas, en conséquence, que cette expression puisse donner lieu à des interprétations diverses.

41. M. P. D. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) regrette d'avoir à insister sur l'aspect juridique de la question actuellement en discussion. Il souligne qu'en votant pour le projet de résolution commun les délégations voteront, non pas en faveur du maintien de la procédure existante, mais bien en faveur d'une modification de cette procédure à laquelle on se conforme depuis plusieurs années.

42. En effet, selon la pratique établie, il suffit qu'une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif exprime le désir de suivre les débats de l'Assemblée générale pour qu'il soit immédiatement accédé à ce désir, conformément au droit irréfutable d'une telle organisation dans ce domaine. La question revient donc à délivrer, pour ainsi dire, un « laissez-passer » aux représentants de cette organisation.

43. Or les délégations de la France et de l'Iran proposent d'abandonner la procédure existante et d'instituer une nouvelle pratique, selon laquelle, d'une part, une organisation non gouvernementale jouissant du statut consultatif pourrait être autorisée à suivre les discussions de l'Assemblée générale si une décision a été prise à cet effet, sur demande du Conseil économique et social ou du Comité chargé des organisations non gouvernementales et, d'autre part, uniquement dans la mesure où il s'agit de discussions portant sur des questions que cette organisation a déjà étudiées. En ce qui concerne cette dernière condition, il convient de remarquer que la modification proposée par le représentant de la France et tendant à substituer, au dernier membre de phrase du dispositif du projet de résolution commun, les mots « et de l'organisation intéressée », ne constitue aucune amélioration, puisqu'elle revient à exprimer la même idée sous une forme différente. De l'avis de la délégation de l'URSS, en posant cette condition on introduirait un élément d'arbitraire, étant donné qu'il serait toujours facile de démontrer, pour les besoins de la cause, que telle ou telle question que discute l'Assemblée générale n'intéresse pas telle ou telle organisation non gouvernementale.

44. Tout aussi inacceptable est la condition qui subordonne la possibilité pour les organisations non gouvernementales d'envoyer des représentants aux séances de l'Assemblée générale à une invitation adressée sur demande du Conseil économique et social ou de son Comité chargé des organisations non gouvernementales. Il n'est pas

douteux qu'une telle condition constituerait une arme puissante à la disposition du Conseil ou du Comité qui pourraient, à leur gré et au mépris de la Charte et des autres textes pertinents, écarter telle ou telle organisation dont la présence ne serait pas jugée souhaitable.

45. M. Morozov insiste à nouveau sur le fait qu'il ne s'agit pas d'accorder aux organisations non gouvernementales des privilèges ou des droits spéciaux, mais seulement de délivrer aux représentants de ces organisations un laissez-passer leur donnant accès aux salles de séances de l'Assemblée et de ses Commissions. A ce propos, on a fait observer à juste titre que, si l'homme de la rue a le droit d'assister aux séances publiques de l'Assemblée, un tel droit doit être accordé, à plus forte raison, aux représentants des organisations non gouvernementales. L'argument du représentant du Royaume-Uni, selon lequel ce droit n'est reconnu qu'aux citoyens du pays où siège l'Assemblée ou tout au moins aux personnes préalablement admises dans ce pays, ne semble pas pouvoir être retenu à l'appui de la thèse que défend ce représentant; il est inadmissible en effet qu'un pays profite du fait qu'une organisation siège sur son territoire pour autoriser ou interdire, à son gré, l'entrée de telle ou telle personne ayant le droit incontestable d'assister aux séances publiques de cette organisation.

46. En fait, c'est précisément parce que le Gouvernement des Etats-Unis a adopté une telle attitude, violant l'Accord relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies dans le cas de M. Fischer, que la question est actuellement soumise à la Commission, comme l'ont d'ailleurs fait remarquer les représentants de la Pologne et de la RSS d'Ukraine. Pour justifier une pareille attitude, la délégation des Etats-Unis a échafaudé une théorie dénuée de tout fondement juridique. Du reste, même en supposant, et c'est là pure hypothèse, que les arguments avancés par le représentant des Etats-Unis aient une valeur quelconque, il demeure que M. Fischer est arrivé aux Etats-Unis muni d'un visa parfaitement en règle qui lui avait été délivré par les autorités américaines. On voit mal comment, dans ces conditions, ces mêmes autorités ont pu infliger à M. Fischer le traitement que l'on réserve généralement aux bandits et aux criminels. Si au moins le représentant des Etats-Unis avait prononcé quelques paroles d'excuse, on aurait pu croire que la responsabilité du Gouvernement des Etats-Unis n'était pas engagée; mais ce n'est pas le cas. Au contraire, le représentant des Etats-Unis a fait quelques allusions hypocrites à la situation délicate du pays « hôte ». Il semble que les Etats-Unis aient une curieuse conception de l'hospitalité, si l'on se rappelle, outre le cas de M. Fischer et celui de Mlle Diaz, les attaques dont ont fait l'objet en particulier un membre de la délégation de l'Arabie saoudite et trois femmes de la délégation du Pakistan, sans parler de l'attaque dirigée contre les locaux occupés par la délégation de l'URSS. Dans ces conditions, il est temps d'attirer l'attention du Gouvernement des Etats-Unis sur la nécessité de respecter l'Accord qu'il a conclu avec l'Organisation des Nations Unies, afin d'éviter d'autres incidents de cette nature.

47. Pour toutes ces raisons, la délégation de l'URSS votera pour l'amendement de la Pologne.

48. M. ABDOH (Iran) s'abstiendra d'examiner l'aspect politique de la question. Il estime que, contrairement à ce qu'a déclaré le représentant de la Pologne, l'Article 71 de la Charte ne peut être interprété comme donnant au Conseil économique et social le droit de réglementer la représentation des organisations non gouvernementales

aux séances de l'Assemblée générale; une telle interprétation est d'ailleurs incompatible avec l'Article 21 de la Charte, d'après lequel l'Assemblée générale établit son propre règlement intérieur. Par conséquent, il est certain qu'il appartient à l'Assemblée générale elle-même de réglementer la représentation des organisations non gouvernementales à ses séances ou à celles de ses Commissions.

49. La délégation de l'Iran accepte l'addition, au projet de résolution commun, du paragraphe 2 de l'amendement de la Pologne, à condition que les mots « des organisations non gouvernementales » soient remplacés par les mots « de ces organisations non gouvernementales ».

50. Répondant aux questions posées par le représentant du Chili, M. Abdoh reconnaît que certaines organisations non gouvernementales peuvent être autorisées à envoyer plusieurs représentants; toutefois, il va sans dire que ce nombre ne peut être illimité et, dans ces conditions, il conviendrait de laisser au Conseil et à son Comité chargé des organisations non gouvernementales le soin de fixer, dans chaque cas particulier, le nombre qui lui paraîtra approprié.

51. En ce qui concerne la compétence du Comité chargé des organisations non gouvernementales à adresser au Secrétaire général une demande visant la représentation d'une organisation non gouvernementale aux séances de l'Assemblée générale, M. Abdoh reconnaît que, théoriquement parlant, on ne peut soutenir que le Comité dispose de tels pouvoirs. Cependant, le Conseil économique et social ne siège pas tout l'année et, en pratique, il pourrait sans doute facilement, lorsque besoin est, déléguer les pouvoirs qui lui incombent en la matière à ce comité.

52. Enfin, M. Abdoh préférerait que les mots « et de l'organisation intéressée » soient maintenus, afin qu'il soit bien précisé que les organisations jouissant du statut consultatif ne peuvent envoyer des représentants aux séances de l'Assemblée générale que lorsque celle-ci discute des questions de leur compétence. Toutefois, si la majorité se prononce en faveur de la suppression de ces mots, M. Abdoh, soucieux de rendre le projet de résolution commun acceptable pour le plus grand nombre possible de délégations, n'insistera pas pour que ces mots soient conservés.

53. M. BARTOS (Yougoslavie) estime que la question présente une importance politique et qu'il convient de la régler dans un esprit large. Certaines délégations prétendent avoir le monopole de la défense des organisations non gouvernementales alors que cette défense appartient à toutes les délégations.

54. Au sujet du projet de résolution commun, M. Bartos pense que, comme l'a indiqué le représentant du Chili, la formule « prenant acte » est trop laconique puisqu'il s'agit en réalité de donner suite à la résolution 413 C (XIII) du Conseil économique et social. La possibilité pour les représentants des organisations non gouvernementales d'assister aux débats de l'Assemblée générale a été définitivement reconnue par la section 11 de l'Article IV de l'Accord relatif au Siège. Le Gouvernement des Etats-Unis s'est montré très tolérant à cet égard. Le projet de résolution commun modifie la décision prise par l'Assemblée générale lorsqu'elle a approuvé cet accord et ne donne pas suite à la résolution 413 C (XIII) du Conseil économique et social. En effet, ce projet exige une décision formelle du Conseil ou de son Comité chargé des organisations non gouvernementales. Or il existe une

liste des organisations non gouvernementales ayant le statut consultatif et l'on connaît d'autre part à l'avance l'ordre du jour de l'Assemblée générale. On peut donc savoir, d'après ces deux documents, quelles organisations non gouvernementales ayant le statut consultatif pourront envoyer des représentants assister aux débats de l'Assemblée générale et il est ainsi superflu de prendre une décision dans chaque cas.

55. M. Bartos ne considère pas qu'il faille limiter l'autorisation à un seul représentant par organisation non gouvernementale. Ce serait empêcher que des experts dans des matières différentes, appartenant à la même organisation, puissent assister aux débats sur les questions qui relèvent de leurs spécialités respectives. M. Bartos fait observer que, quelle que soit la valeur des comptes rendus, leur lecture ne peut remplacer la présence aux séances de l'Assemblée générale et de ses Commissions, et il estime que le droit d'assister à ces séances fait partie de l'exercice de la fonction consultative des organisations non gouvernementales.

56. M. Bartos envisage donc de s'abstenir dans le vote sur le projet de résolution commun à moins que celui-ci ne soit modifié de manière à insister sur le libre accès aux débats de l'Assemblée générale dont doivent jouir les représentants des organisations non gouvernementales.

57. Quant à l'amendement de la Pologne, M. Bartos indique que sa délégation ne pourra voter pour le paragraphe 1 parce que celui-ci ne vise que les Etats-Unis. En ce qui concerne le paragraphe 2, M. Bartos ne pense pas que l'expression « faciliter le transit » puisse ne concerner que les visas. Il rappelle qu'en octobre 1946, du fait d'une grève des compagnies aériennes, des membres de délégations et des membres de la presse accrédités auprès des Nations Unies n'ont pu se rendre à la session de l'Assemblée générale à New-York que grâce aux avions militaires qui ont été mis à leur disposition par le gouvernement des Etats-Unis. De plus, ce paragraphe ne fait aucune allusion à la question du libre accès des représentants des organisations non gouvernementales aux séances de l'Assemblée générale. La délégation de la Yougoslavie ne votera donc pas pour l'amendement de la Pologne.

58. M. TATE (Etats-Unis d'Amérique) déclare que les Etats-Unis n'ont jamais mis en doute le droit pour les représentants des organisations non gouvernementales d'assister aux débats du Conseil économique et social ni de se rendre aux Etats-Unis lorsque des dispositions sont prises à cet effet par l'Assemblée générale, le Secrétaire général ou le Conseil économique et social. Il remercie le représentant de la France d'avoir invité les membres de la Commission à regarder vers l'avenir plutôt que vers le passé.

59. La délégation des Etats-Unis ne peut accepter l'amendement de la Pologne, parce que cet amendement consacrerait le *statu quo*. En effet, à chaque session de l'Assemblée générale ou du Conseil économique et social, des mesures sont prises pour permettre à des représentants des organisations non gouvernementales d'assister aux séances de ces organes.

60. Au sujet des affaires Fischer et Diaz, M. Tate indique que les dispositions avaient été prises trop tardivement pour qu'il ait été possible d'y donner suite. Par contre, d'autres personnes ont abusé des autorisations qui leur avaient été accordées, allant jusqu'à se

livrer à l'espionnage, comme par exemple dans l'affaire Goubitchev.

61. M. Tate juge que le projet de résolution commun est satisfaisant et il déclare que la délégation des Etats-Unis votera pour ce projet. En ce qui concerne le nombre de représentants pouvant être admis pour chaque organisation, M. Tate pense que le principe doit être de n'en autoriser qu'un seul, mais que des dispositions peuvent être prises pour que plusieurs représentants soient autorisés, le cas échéant. Ni l'Accord relatif au Siège, ni la Charte des Nations Unies n'autorisent tout membre d'une organisation non gouvernementale à assister aux séances de l'Assemblée générale. M. Tate se demande quelle serait à ce sujet l'attitude du Gouvernement de l'URSS si une Assemblée générale se tenait à Moscou.

62. M. DUPUY (France) précise que les délégations de la France et de l'Iran maintiennent le texte du projet de résolution commun en y remplaçant simplement, au dispositif, le dernier membre de phrase commençant par « et à l'étude... », par les mots « et de l'organisation intéressée ».

63. En ce qui concerne l'amendement de la Pologne, M. Dupuy indique que les délégations de la France et de l'Iran sont prêtes à en accepter le paragraphe 2 si les mots « des représentants d'organisations non gouvernementales » sont remplacés par les mots « des représentants de ces organisations non gouvernementales ». Les auteurs du projet de résolution commun entendent ainsi ne pas limiter le droit pour les représentants des organisations non gouvernementales de suivre les débats de l'Assemblée générale et ils désirent répondre de cette manière au vœu exprimé dans la résolution 413 C (XIII) du Conseil économique et social.

64. M. P. D. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que, par ses déclarations, le représentant des Etats-Unis a approuvé la conduite de son pays dans l'affaire Fischer alors que, Fischer ayant été détenteur d'un visa régulier, cette conduite ne peut être justifiée en aucune manière. Le représentant des Etats-Unis a fait allusion à l'hospitalité de son pays mais M. Morozov ne considère pas que les mauvais traitements dont le premier secrétaire d'ambassade Polianski a été l'objet à New-York en soient la preuve. Il tient à rappeler également que Goubitchev, troisième secrétaire d'ambassade, a été arrêté de façon illégale et qu'il s'agit en réalité d'une provocation policière. De même les membres du personnel des Nations Unies ont été accusés d'espionnage et le Comité du personnel a dû protester contre cette accusation. Au cours du procès Goubitchev, il a été établi que le *Federal Bureau of Investigation* était en possession d'une photo qui lui avait été adressée par le Département que dirige M. Price et que les lignes téléphoniques de certains fonctionnaires des Nations Unies étaient soumises à une surveillance systématique. M. Morozov estime qu'il s'agit là de cas de violation flagrante de l'Accord relatif au Siège.

65. M. Morozov rappelle encore que les membres du Secrétariat ont dû protester contre la discrimination raciale en matière de logement et que les représentants de la RSS d'Ukraine et de la RSS de Biélorussie à la Commission des droits de l'homme ont dû remplir des questionnaires de caractère discriminatoire avant de pouvoir obtenir leur visa. M. Morozov souligne qu'il pourrait multiplier les exemples de ce genre et il s'étonne qu'au lieu de reconnaître ces violations le représentant des

Etats-Unis prétende que son pays se montre très hospitalier à l'égard de l'Organisation des Nations Unies. Il demande aussi pourquoi les Etats-Unis n'ont pas, jusqu'à présent, ratifié la Convention sur les privilèges et immunités des participants aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et comment on peut faire cadrer cette attitude avec les affirmations du représentant des Etats-Unis au sujet de la prétendue hospitalité témoignée par son pays.

66. Au sujet de la question soumise à la Commission, M. Morozov considère que les Etats-Unis cherchent à limiter le droit pour les représentants des organisations non gouvernementales de recevoir un simple laissez-passer. Or il s'agit là d'un droit élémentaire prévu par l'Article 71 de la Charte. Ce droit est également prévu dans la résolution 288 (X) du Conseil économique et social contre laquelle ni l'Assemblée générale ni les Etats-Unis n'ont élevé d'objections.

67. M. Morozov insiste sur le fait que voter en faveur du projet de résolution commun équivaut à voter en

faveur d'une limitation du droit des organisations non gouvernementales. La délégation de l'URSS votera donc contre ce projet car l'adopter serait modifier une procédure qui a été établie par le Conseil économique et social en pleine connaissance de cause.

68. M. BARTOS (Yougoslavie) demande au représentant des Etats-Unis si son gouvernement accordera l'entrée sur son territoire aux représentants des organisations non gouvernementales invités par un organe tel que le Conseil économique et social ou l'Assemblée générale, le Secrétaire général étant chargé de prendre les mesures nécessaires à ce sujet. Au cas où la réponse du représentant des Etats-Unis serait négative, M. Bartos craint qu'il n'existe une contradiction entre les déclarations faites par ce représentant et les termes du projet de résolution commun.

69. M. TATE (Etats-Unis d'Amérique) répond par l'affirmative à la question posée par le représentant de la Yougoslavie.

La séance est levée à 18 h. 40.